

AVIS DE DEMANDE DE COTATION N°005/DC/ MINCOMMERCE/CIPM/2025
RELATIVE A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LES SERVICES CENTRAUX. -

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de l'exécution des projets BIP 2025, Le Ministre du Commerce lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Avis de Consultation pour une Demande de Cotation relative à l'acquisition du matériel informatique pour les services centraux de son Département ministériel.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment la fourniture de :

N°	Désignations	Qtés
01	Ordinateur DESKTOP (UC, écran LCD 21", clavier, souris, câbles)	18
02	Imprimante	18
03	Onduleur	18
04	Multiprise électronique parafoudre	18
05	Licence Antivirus (4 postes)	18
06	Licence Ms Office 2019 professionnel	18
07	Licence Windows 10 Pro	18
08	Copieur multifonction IR 2425i	02
09	Copieur multifonction IR 2224+	03
10	Soce Pour IR 2425i	02
11	Soce Pour IR 2224	01
12	Scanner Lide 300	06

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte, à égalité de condition aux entreprises de droit Camerounais installées sur le territoire national et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINCOMMERCE, pour l'exercice 2025, sur la ligne d'imputation Budgétaire n° "59 21 025 05 340010 524118".

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est exclusivement en ligne sur la plateforme COLEPS.

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Ministère du Commerce, au Service des Marchés Publics du Ministère du Commerce, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP

(www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenu au Service des Marchés Publics du Ministère du Commerce, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable *des frais d'achat du DAO de cinquante mille (50 000) Francs CFA. Payable au Trésor Public.*

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. La soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier de Demande de Cotation DC.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de trente-cinq millions (35 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 du DDC dont le montant s'élève à sept cent mille (700 000) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais et devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLLEPS au plus tard le **22 AVR 2025** à 14 heures précises. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

NB: Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un seul temps, le **22 AVR 2025** à 15 heures précises, heure locale, dans la salle de conférence de l'Immeuble « Rose » du Ministère du Commerce par la Commission Interne de Passation des Marchés en présence des soumissionnaires ou de

leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite maîtrise du dossier.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des cotations fixée dans le Dossier de Demande de Cotation.

12. Recevabilité des Cotations

La Cotation présentée par le soumissionnaire comprendra les documents suivants dûment remplis et regroupés en un (01) seul document contenant trois (03) volumes :

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les copies portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les copies parvenues postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les copies sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Conformément aux dispositions du point II.4 de la Lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics, ladite caution devra être accompagnée du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

13. Critères d'évaluations

Les critères d'évaluation sont de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non-conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans la Demande de Cotation relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques et à la qualification des soumissionnaires.

13.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- de l'absence du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun ;
- des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;

- du non-respect d'au-moins 70% de l'ensemble des critères essentiels par une offre ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois (03) dernières années mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP ;
- du non-respect du format de fichier des offres;
- de la non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture ;
- absence fiche technique produit par le fabricant pour les équipements suivant : ordinateurs, imprimante, onduleur, antivirus, licence Microsoft Office 2019 pro, et Windows 10 pro;
- absence des prospectus et caractéristiques techniques des autres équipements ;
- absence de l'autorisation du fabricant ou du revendeur agréé pour les ordinateurs, imprimante, onduleur ;
- de l'absence du certificat d'origine du fabricant pour les équipements suivant : ordinateurs, imprimante, onduleur ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de la non-conformité du modèle de soumission ;
- de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de l'absence ou fausse pièce dans le dossier technique ;
- de l'absence des offres du soumissionnaire sur la plateforme COLLEPS ;
- de l'absence ou défaillance de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLLEPS .

13.2-Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres.

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- La présentation de l'offre (ordre des pièces, lisibilité, reliure, clarté) ;
- Attestation de Garantie des fournitures livrées d'au moins un an ;
- Expérience et références du soumissionnaire (copies des marchés ou Lettre-Commandes première et dernière page, bordereau de livraison signé par le Maître d'Ouvrage, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés) ;
- Le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant ;
- Délai de livraison inférieur ou égal à soixante (60) jours ;
- Caractéristiques techniques des fournitures proposées ;
- Preuves d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphé à chaque page, signé, daté et cacheté à la dernière page avec la mention lu et approuvé).
- Attestation de solvabilité bancaire, supérieure ou égale à dix millions cinq cent mille (10 500 000) de Francs CFA, délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances.

NB : Seuls les candidats ayant obtenu, à l'issue de l'évaluation technique, une note supérieure ou égale à 70 % des critères essentiels seront qualifiés pour la suite de la procédure.

14- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de **soixante (60) jours** calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15- Allotissement

Les fournitures, objet de la présente Demande de Cotation est en un (01) lot unique.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage.

19-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

COPIES :

MINMAP
ARMP
MINCOMMERCE
Président CIPM
AFFICHAGE
CHRONO/ARCHIVES

Yaoundé, le **17 MARS 2025**.

LE MINISTRE DU COMMERCE



**NOTICE OF CONSULTATION FOR REQUEST FOR QUOTATION No. 003
/DC/ MINCOMMERCE/CIPM/2025 OF 17 MAR 2025 FOR THE ACQUISITION
OF COMPUTER EQUIPMENT FOR THE CENTRAL SERVICES. -**

1. Purpose of the Request for Quotation

As part of the implementation of the 2025 BIP projects, the Minister of Trade hereby launches, on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, a Notice of Consultation for a Request for Quotation for the acquisition of computer equipment for the central services of the Ministry of Trade.

2. Scope of services

The services shall include in particular the supply of:

N°	Description	Qty
01	Complete computers (UC, écran LCD 21", clavier, souris, câbles)	18
02	Imprimante	18
03	Onduleur	18
04	Multiprise électronique parafoudre	18
05	Licence Antivirus (4 postes)	18
06	Licence Ms Office 2019 professionnel	18
07	Licence Windows 10 Pro	18
08	Multifunction copiers IR 2425i	02
09	Multifunction copiers IR 2224+	03
10	Stands IR 2425i	02
11	Stands IR 2224	01
12	Scanner Lide 300	06

3. Participation and origin

Participation in this Request for Quotation shall be open on equal terms to all Cameroon-based enterprises incorporated under the Company and meeting the qualification criteria set out in this Request for Quotation.

4. Funding

Funding shall be provided by the 2025 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Trade, budget allocation: No. "59 21 025 05 340010 524118".

5. Tendering method

The tendering method selected for this Request for Quotation shall be exclusively online on the COLEPS platform.

6. Consultation of the Request for Quotation documents

Physical documents may be consulted free of charge during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon as this Notice is published.

Quotation documents may also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm) or by any other electronic means of communication indicated by the project owner (to be specified).

7. Acquisition of the Request for Quotation documents

The physical version of the documents may be obtained from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon as this Notice is published, against payment to the State Treasury of a non-refundable sum of 50,000 (fifty thousand) CFA francs accounting for Quotation Request Document Purchase charges.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) documents by downloading it free of charge from the COLLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above for the electronic version. Online tendering shall be subject to payment of the cost of purchasing the Request for Quotation (RFQ) documents.

8. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies shall be 35,000,000 (thirty-five million) CFA Francs inclusive of all taxes.

9. Bid bond

Each tenderer must enclose with his administrative documents a bid bond stamped and accompanied by a receipt from the Cameroon Deposit and Consignment Office, paid in hand, issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 10 of the RFQ, the amount of which shall be 700,000 (seven hundred thousand) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds in connection with public contracts shall result in the tender being rejected outright.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

10. Submission of Quotations

Each quotation, written in French or English, must be forwarded by the bidder on the COLLEPS platform no later than **22 AVR 2025 2 p.m. precisely** (local time). A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time.

NB: FILE SIZE AND FORMAT

For online tendering, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

11. Opening of bids

The opening of bids shall take place on **22 AVR 2025** at 3 pm precisely (local time) in a single session in the Conference Room of the Ministry of Trade ("Immeuble Rose" -Pink Building), by the Ministry of Trade Internal Tenders Board. Only bidders or their duly designated representatives who are fully familiar with the file shall be allowed to attend the opening of bids.

Under pain of being rejected, the administrative documents required must be originals or true copies certified by the issuing service, in compliance with the special rules and regulations governing this Quotation. They must be less than 3 (three) months old or have been drawn up after the date of the signing of the Quotation Notice.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

The opening of the bid review meeting must take place one hour after the deadline for the receipt of bids set out in the Request for Quotation Documents.

12. Admissibility of Quotations

The Quotation submitted by the tenderer shall comprise the following documents duly filled in and grouped together in a single (1) document containing 3 (three) volumes.

The Project Owner shall not accept:

- envelopes (bids) bearing information on the tenderer's identity;
- envelopes (bids) received after the latest date and time for submission of bids;
- envelopes (bids) that do not comply with the tendering method;
- envelopes (bids) without an indication of the identity of the invitation to tender;
- failure to comply with the number of copies indicated in the RFQ Documents or bidding only in copies.

Any bid that is incomplete in accordance with RFQ requirements shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds in the field of public procurement or failure to comply with model file of the RFQ shall result in the tender being rejected outright without any appeal whatsoever. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible. . In accordance with the provisions of point II.4 of Circular Letter N°00019/LC/MINMAP of June 05, 2024, relating to the modalities of constitution, consignment, conservation, restitution and deconsignment of sureties on public contracts, the said surety must be accompanied by a receipt from the Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

13. Evaluation criteria

There shall be two (02) types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria. A criterion cannot be both eliminatory and essential.

The purpose of these criteria shall be to identify and reject bids that are incomplete or do not substantially comply with the conditions set out in the Request for Quotation, particularly with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical bid with the technical specifications and the qualification of bidders.

13.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria shall set out the minimum conditions to be met in order to be eligible for the evaluation according to the essential criteria. They do not have to be scored. Failure to comply with these criteria shall result in the rejection of the bidder's offer.

These shall include:

- failure to produce, beyond 48 hours after the opening of the bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing, other than the bid bond;
- the absence of the bid bond stamped and accompanied by a receipt from the Cameroon Deposit and Consignment Office;
- false statements, corrupt practices or forged documents;

- failure of a tender to meet at least 70% of all the essential criteria;
- the absence of a sworn statement whereby the bidder certifies that he/she/it has not abandoned any contract during the last (3) three budget years, but also that their names are not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis;
- non-compliance with the bid file format;
- non-compliance with technical specifications of the supply;
- the absence of technical data sheet produced by the manufacturer for the following equipment: computers, printer, UPS, antivirus, Microsoft Office 2019 pro licence, and Windows 10 pro;
- the absence of leaflets and technical specifications for other equipment;
- the absence of authorisation from the manufacturer or authorised reseller for computers, printers and UPS;
- the absence of the manufacturer's certificate of origin for the following equipment: computers, printers, UPS;
- the absence of a quantified unit price in the quotation;
- the absence of an element of the financial bid (the tender, the Unit price schedule, bills of quantities with details of unit costs);
- the non-conformity of the tender model;
- the absence of a leaflet with technical data sheets;
- absence of the dated and signed integrity charter;
- the absence of the dated and signed declaration of commitment to comply with the environmental and social requirements;
- a missing or false document in the technical file;
- absence of the tenderer's bids on the Coleps platform;
- the absence or failure of the backup copy in the event of malfunction of the COLEPS platform.

13.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the bidders to perform the services covered by the invitation to tender.

Technical bids shall be rated through the binary method (yes/no) and following the essential criteria detailed in the assessment grid

The criteria for the qualification of bidders shall cover, as an indication:

- the presentation of the bid (order of required documents, readability, binding, clarity);
- certificate of guarantee of the delivered goods of at least one year;
- bidder's experience and references (copies of contracts or Jobbing Orders, (first and last pages), delivery note signed by the project owner, acceptance report (statement) certifying the proper execution of these contracts);
- after-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff), where applicable;
- delivery time less than or equal to 60 (sixty) days;
- technical characteristics of the proposed supplies;
- proof of acceptance of the conditions of the contract (the booklet of Special Administrative Clauses and the booklet of Special Technical Clauses initialled on each page, signed, dated and sealed on the last page with the mention "read and approved");
- proof of bank solvency, greater than or equal to 10,500,000 (ten million five hundred thousand) CFA francs issued by a first-class banking institution or a financial body approved by the Minister in charge of Finance.

NB: Only bids having obtained, at the end of the technical evaluation, a score higher or equal to 70 % of essential criteria shall be eligible for further procedure.

14- Estimated completion time

The maximum period stipulated by the Project Owner for providing the services covered by this Request for Quotation shall be **60 (sixty) calendar days**. This period shall start from the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

15- Allotment

The supplies covered by this Request for Quotation shall be made in a single (1) lot.

16- Jobbing order award

The Project Owner shall award the jobbing order to the bidder who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid has been deemed to be the lowest (most advantageous).

17- Validity of Quotations

Bidders shall remain bound by their Quotations for a period of **90 (ninety) days** from the deadline for submitting Quotations.

18- Further information

Further information may be obtained during working hours, from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, Tel. 222.22.69.68 or online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

19- Anti-corruption and whistleblowing

To report any corrupt practices, bribery (attempted corruption) or malpractices, please call NACC on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

COPIES:

MINMAP
ARMP
MINCOMMERCE
Chairperson of Internal Tenders
Board
POSTING
FILING/ARCHIVES

Yaoundé, 14/05/2018



THE MINISTER OF TRADE

